



RAPPORT D'EVALUATION INTERNE DES PROJETS AGROECOLOGIQUES D'ACTION CONTRE LA FAIM



FEVRIER 2021

Table des matières

Introduction.....	3
Méthodologie.....	4
Niveau d'adoption des pratiques agroécologiques.....	5
Effets observés/pertinence	11
Durabilité des nouvelles pratiques agroécologiques adoptées	14
Satisfaction globale des acteurs et intervenants	17
Recommandations.....	19
Conclusions et recommandations.....	24



INTRODUCTION

Ces dernières années, ACF a élaboré une stratégie sur l'agriculture durable et un document de position sur l'agroécologie. Le document de position présente les motifs pour lesquels ACF soutient la promotion de l'agroécologie, comme indiqué dans le document de stratégie pour les interventions agricoles.

La stratégie a été mise en œuvre à travers des formations et à travers plusieurs projets dans un certain nombre de pays. Le secteur Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) prépare actuellement son prochain plan quinquennal. Dans cette perspective, il est nécessaire de réfléchir sur la performance des projets d'agroécologie (sur la base des critères OECD/DAC) et de tirer les leçons de ces initiatives. D'où la nécessité de mener cette évaluation interne.

Initialement, les termes de référence avaient été développés pour mener une méta-évaluation externe des projets agroécologiques d'ACF en utilisant un ensemble d'outils et de méthodologies convenus avec les consultants externes : cartographie de projet, revue de documents, visite terrain, réunion avec les personnels, acteurs et partenaires du projet.

A cause de la crise du Covid-19 et des restrictions de mouvement qu'a imposé cette crise, cette évaluation qui devrait initialement être une évaluation externe a été transformée en évaluation interne, conduite essentiellement à distance, mais avec une participation active des missions ACF concernées.

Les enseignements tirés de l'évaluation interne serviront de base à la conception de futur projets agroécologiques dans le cadre du plan d'action AAH FSL 2021-2025. L'objectif de l'évaluation interne est de documenter la diversité des approches/solutions et leurs impact (effets, résultats), de documenter les principales leçons tirées de la mise en œuvre du projet et de produire un ensemble de recommandations, tant opérationnelles que stratégiques. En outre, l'évaluation examinera si la transition et les enjeux en agroécologie ont été effectivement intégrées dans la conception et la mise en œuvre du projet.

Les objectifs spécifiques de l'évaluation interne sont les suivants :

- Évaluer les réalisations globales du projet aux niveaux des extrants et des résultats
- Évaluer les facteurs favorisant et/ou les obstacles à l'agroécologie
- Documenter les résultats ou les répercussions imprévus (tant positifs que négatifs) du projet sur la population cible et/ou l'environnement.
- Évaluer la durabilité des activités des projets mis en œuvre
- Documenter la mesure dans laquelle les approches de mise en œuvre du projet sont conformes aux approches d'ACF sur le genre (en particulier en ce qui concerne l'autonomisation des femmes)
- Documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques pour l'apprentissage institutionnel et des acteurs clés, la réplication et l'élaboration de stratégie.

MÉTHODOLOGIE

- L'évaluation interne a été menée à distance et effectuée par le Référent agriculture durable, avec la contribution des RDD SAME, des Chargés de Projet (PM), et des techniciens agricoles des missions sélectionnées, ainsi que des Responsables Techniques Opérationnelles (RTOs) du siège.
- L'évaluation a porté sur toutes les missions qui mettent en œuvre/ont mis en œuvre des projets représentatifs en agroécologie.

Le processus d'évaluation a inclus les étapes suivantes:

- Des sondages en ligne couvrant 5 groupes de questions évaluatives à l'intention des missions ayant mis en œuvre des projets d'agroécologie
- Une série de cinq webinaires pour discuter des conclusions de chacun des sondages en ligne
- Entrevues avec des personnes clés (DSE FLS, GP, techniciens sur le terrain, partenaires d'ACF)

Les cinq groupes de questions évaluatives sont les suivantes :

1. Niveau d'adoption des pratiques agroécologiques/efficacité
2. Effets observés/pertinence (8 sous questions évaluatives)
3. Durabilité des nouvelles pratiques agroécologiques adoptées (6 sous questions évaluatives)
4. Satisfaction globale des acteurs et intervenants (3 sous questions évaluatives)
5. Recommandations (3 sous questions évaluatives)

Les détails des questions évaluatives sont donnés en annexe.

Le tableau ci-dessous indique le nombre de réponses par pays.

Questions évaluatives	Nombre de réponses	Pays
Niveau d'adoption des pratiques agroécologiques/efficacité (10 sous questions évaluatives)	16 personnes, 8 missions	RCA, Burkina-Faso, RDC, Madagascar, Cameroun, Bangladesh, Pakistan et Sierra Leone
Effets observés/pertinence (8 sous questions évaluatives)	12 personnes, 6 missions	Bangladesh, Cameroun, RCA, Burkina-Faso, Pakistan, Sierra Leone
Durabilité des nouvelles pratiques agroécologiques adoptées (6 sous questions évaluatives)	7 personnes, 4 missions	RCA, RDC, Bangladesh et Sierra Leone
Satisfaction globale des acteurs et intervenants (3 sous questions évaluatives)	7 personnes, 5 missions	Burkina-Faso, Madagascar, Pakistan, Sierra Leone, Bangladesh
Recommandations (3 sous questions évaluatives)	9 personnes, 8 missions	Burkina-Faso, Sierra Leone, Madagascar, Pakistan, Bangladesh, Cameroun, Tchad, Myanmar

1. NIVEAU D'ADOPTION DES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES (EFFICACITE)

Ce volet de l'évaluation porte sur le niveau des pratiques agroécologiques, recensant les pratiques agroécologiques mises en œuvre dans des contextes différents ainsi que les leviers ou les contraintes à l'adoption, prenant en compte les aspects socio-économiques et structurels. Les questions évaluatives sont les suivantes :

1. Quelles pratiques agroécologiques sont particulièrement adaptées au contexte local? Donnez des exemples
2. Les agriculteurs acceptent-ils et utilisent-ils les pratiques agroécologiques? Donnez des exemples
3. Les agriculteurs utilisent-ils toujours les pratiques de l'agriculture conventionnelle? si oui, donnez des exemples
4. Quels sont les obstacles à l'adoption des pratiques agroécologiques par les bénéficiaires?
5. Quelles pratiques ont été adoptées? Donnez des exemples
6. Qu'est-ce qui a facilité l'adoption?
7. Quelles sont les contraintes pour une mise en œuvre efficace et une mise à l'échelle?
8. Le projet répond-il aux besoins des femmes? Donnez des exemples
9. Le projet augmente-t-il la charge de travail des femmes? Donnez des exemples
10. Autres expériences à partager

Les participants à l'enquête sont des RDD SAME, des PM, des PMA, ainsi que des animateurs agricoles. Au total, 17 personnes, émanant de 8 missions ont répondu à cette question évaluative. Les missions concernées sont : RCA, Burkina-Faso, RDC, Madagascar, Cameroun, Bangladesh, Pakistan et Sierra Leone.

1. Quelles pratiques agroécologiques sont particulièrement adaptées au contexte local? Donnez des exemples

Les réponses incluent à la fois des pratiques agroécologiques de conduite des cultures (association culturales, fabrication de compost, biopesticides, intégration agriculture-élevage, etc), des aménagements biologiques (agroforesterie, brise vent, etc) et des infrastructures physiques de conservation des eaux et des sols, défense et restauration des sols (demi-lunes, cordons pierreux, etc). Le tableau suivant présente les résultats par pratiques agroécologiques adaptées aux différents pays avec 9 réponses pour les associations/rotations culturales, 14 réponses pour la fabrication du compost et l'utilisation de la fumure organique, 8 réponses pour la fabrication de biopesticides, 1 réponse pour la pratique de la gestion intégrée des ravageurs, 4 pour le paillage, 4 pour l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, 6 pour l'agroforesterie, 5 pour les pratiques de restauration des terres, 5 pour la jachère, 3 pour la diversification de la production, 7 pour les champs école paysan, 2 pour les AVEC et 1 (Cameroun) pour le microdosage.

Pays	Association/rotation des	Fumure organique/compost	Fabrication de biopesticides	IPM	Intégration Agriculture-Elevage	Paillage	Agroforesterie	Microdosage	Restauration des sols (cordons	Jachère	Diversification des	Champs-Ecoles Paysannes	AVEC/AGR
RCA	+	+	+		+								
Burkina-Faso		+	+						+			+	
Burkina-Faso	+	+	+				+		+	+		+	
Burkina-Faso		+	+						+			+	
Burkina-Faso		+	+				+			+		+	
Burkina-Faso					+								
Burkina-Faso		+							+				
Burkina-Faso		+											
Burkina-Faso		+					+		+	+			
RDC	+	+	+		+	+	+		+	+	+	+	+
Madagascar	+	+	+										
Cameroun	+	+	+				+			+		+	
Cameroun	+	+					+	+					
Pakistan	+			+		+					+		
Bangladesh					+	+					+	+	+
Sierra Leone	+	+				+							
Total	9	14	8	1	4	4	6	1	5	5	3	7	2

2. Les agriculteurs acceptent-ils et utilisent-ils les pratiques agroécologiques? Donnez des exemples

La réponse est oui pour tous les répondants, sauf pour la RCA, où il est mentionné que l'on ne peut parler d'acceptation étant donné que les agriculteurs utilisent déjà ces pratiques agro écologiques bien avant le projet. Les exemples les plus cités sont les pratiques agroécologiques de gestion de la fertilité des sols (fumure organique, associations culturales), utilisation des biopesticides, reforestation et régénération naturelle assistée, les pratiques de conservation et restauration des eaux et du sol (demi, cordons pierreux).

3. Les agriculteurs utilisent-ils toujours les pratiques de l'agriculture conventionnelle? si oui, donnez des exemples

La réponse est oui pour tous les pays. Néanmoins, il est mentionné que dans certains contextes comme celui de la RCA par exemple, la comparaison Agroécologie *versus* agriculture conventionnelle peut ne pas avoir de sens dans la mesure où les pratiques agricoles restent des pratiques paysannes pour la plupart et où l'accès aux intrants de l'agriculture conventionnelle est de toute façon très limité.

Ainsi, les pratiques de l'agriculture conventionnelle encore utilisées sont :

- Utilisation de pesticides chimiques non homologués ainsi que le traitement chimique des semences; c'est le cas par exemple de l'utilisation des herbicides pour désherber (Burkina-Faso, Cameroun)
- Déforestation, surexploitation des mêmes espaces agricoles, agriculture sur brûlis (défrichage de la végétation terrestre, utilisation d'herbicides chimiques) (Cameroun, RCA, RDC)
- Utilisation des semences améliorées et hybrides en raison du manque de variétés locales de bonne qualité (c'est le cas de toutes les missions)
- Dans certains cas, mixte de technologies conventionnelles et agroécologiques (Bangladesh, Cameroun par exemple)

Il faut noter que les intrants de synthèse ne sont pas fournis par ACF, mais par d'autres acteurs et projets souvent œuvrant dans les mêmes zones d'intervention que ACF. Ce qui n'est pas sans compromettre les acquis et les avancées apportées par ACF.

4. Quels sont les obstacles à l'adoption des pratiques agroécologiques par les bénéficiaires?

Les principaux obstacles identifiés sont :

- La recherche de la productivité et de la rentabilité à court terme (l'agroécologie donnant des rendements progressifs et sur le long terme), et besoin de nourrir une population de plus en plus croissante (Bangladesh)
- Accès facile aux intrants chimiques (qui ont des effets immédiats et réduisent le temps de travail et la main-d'œuvre), largement promus par d'autres acteurs
- Manque de connaissances, manque d'accès à l'information/à la formation, manque de sensibilisation aux risques en lien avec l'utilisation des pesticides chimiques
- Attachement aux pratiques culturelles traditionnelles (agriculture sur brûlis par exemple), tabous culturels ou religieux (fertilisation à base de déchets humains par exemple)
- Manque de main-d'œuvre: L'agroécologie exige beaucoup d'efforts et de travail
- Absence de politique agricole favorable à l'agroécologie, choix des états (production de masse avec utilisation accrue de produits chimiques) (Pakistan, Sierra Leone par exemple)
- Manque de moyens financiers et manque d'accompagnement en raison du nombre limité de techniciens en agroécologie
- Manque de matériaux pour la production locale d'intrants organiques ou biologiques (fabrication de compost, biopesticides par exemple) et leur indisponibilité sur le marché local.

5. Quelles pratiques agroécologiques ont été adoptées? Donnez des exemples

Les pratiques adoptées sont principalement les techniques agroécologiques de défenses et de restauration des sol (exemple: cordons pierreux, utilisation du compost); techniques agroécologiques de protection des plantes contre les nuisibles (production et utilisation de produits phytosanitaires naturels (exemple: extrait de plantes pour éloigner les nuisibles des cultures maraîchères ainsi les pratiques de diversification de la production à travers les associations et les rotations culturales, l'intégration des cultures et de l'élevage. En résumé, les pratiques adoptées sont les suivantes :

- Diversification de la production des cultures et systèmes de production intégrés (Cameroun, Burkina-Faso, Bangladesh, RDC)
- Préparation du compost et application de fumure organique (Cameroun, Burkina-Faso, Madagascar, RDC)

- Utilisation de biopesticides pour lutter contre les insectes et les maladies (Sierra Leone, RCA, Cameroun, Burkina-Faso, RDC)
- Paillage, maintien de la couverture du sol avec les résidus de culture laissés à décomposer sur place (Bangladesh, Sierra Leone, Cameroun, Madagascar)
- Intégration des cultures et de l'élevage (Bangladesh, Cameroun, Burkina-Faso)
- Cordons pierreux, zaï et demi-lunes (Burkina-Faso, Cameroun)
- Agroforesterie, reboisement et régénération naturelle assistée (Burkina-Faso, Cameroun)

Notons que toutes ces pratiques sont promues dans le cadre des projets agroécologiques d'ACF. Ce qui est un signe positif pour le rôle d'ACF dans l'accompagnement de la transition agroécologique dans les pays concernés.

6. Qu'est-ce qui a facilité l'adoption de ces pratiques?

Selon les répondants, les principales raisons ayant facilité l'adoption des pratiques sont les suivantes :

- L'accompagnement d'ACF : formations en agroécologie, approche Champs Ecole Paysans ainsi que les parcelles de démonstration promues dans le cadre des projets d'ACF
- Existence de producteurs innovants parmi les bénéficiaires
- Implication d'agents communautaires et des services publics de vulgarisation agricole
- Connaissance de plus en plus accrue des bénéficiaires sur les risques sanitaires et économiques liés aux pratiques agricoles conventionnelles
- Présence d'ONG promouvant l'agroécologie dans la zone du projet (dont ACF, AVSF, etc).

Cependant, on note que ce sont les agriculteurs soutenus dans le cadre des projets ACF qui adoptent et utilisent des pratiques AE et que sans le soutien d'ACF, peu de producteurs s'engagent à développer des pratiques de restauration des terres en raison de la difficulté du travail.

7. Quelles sont les contraintes pour une mise en œuvre efficace et une mise à l'échelle?

Les contraintes mentionnées sont les suivantes :

- Courte durée des projets, absence d'évaluation d'impact, nécessitant une approche sur le long terme étant donné que l'efficacité des pratiques n'est pas immédiate
- Faibles capacités techniques des équipes en agroécologie, turn over du staff amenant à refaire à chaque fois des nouvelles formations
- Le manque de moyens pour le suivi des pratiques agroécologiques et l'accompagnement sur le long terme pour diffuser les pratiques à grande échelle
- Difficulté d'accès aux intrants biologiques du fait de la non allocation budgétaire dans les projets pour l'achat d'engrais organiques et de biopesticides
- Les agriculteurs sont économiquement très vulnérables, et sans aucune aide extérieure, ils ne sont pas en mesure d'investir dans l'agroécologie
- Manque de soutien logistique pour atteindre une population plus large avec des sites de démonstration,
- Faible implication des services publics de conseil et de vulgarisation agricoles dans les projets
- Absence de politiques agricoles favorables à l'agroécologie dans les pays concernés
- Approches contradictoires avec d'autres acteurs (dont les états et les bailleurs) qui encouragent les pratiques conventionnelles (par exemple l'utilisation de produits chimiques)
- Demande de main-d'œuvre élevée (coût d'investissement) *versus* facilité d'approvisionnement en pesticides chimiques

Une des contraintes à l'adoption et à la transition agroécologique que mentionnent souvent les répondants est la question de la charge de travail qu'engendre les pratiques agroécologiques. Aussi, les agriculteurs ne sont pas disposés à prendre des risques pour expérimenter les pratiques agroécologiques et d'abandonner leurs pratiques agricoles traditionnelles, quoique souvent non durables.

La question du long terme avant d'atteindre les résultats escomptés a aussi été mentionnée. Les résultats que procure l'agroécologie pouvant prendre un certain nombre d'années à se manifester, un risque demeure au cours de cette transition que de nombreux agriculteurs reviennent à leur système agricole initial, une fois que le projet ACF est fini. Les raisons de ce retour en arrière peuvent être économiques, du fait de coûts supplémentaires engendrés par la mise en place du nouvelles pratiques agroécologiques, sociaux, comme par exemple, en termes de temps et/ou d'organisation du travail supplémentaire nécessaire pour l'adoption des nouvelles pratiques.

8. Le projet répond-il aux besoins des femmes? Donnez des exemples

Pour la majorité des répondants (12 réponses), le projet répond effectivement aux besoins des femmes à travers des activités telles que:

- Implication des femmes comme bénéficiaires dans les activités des projets agroécologiques ainsi que dans les activités économiques génératrices de revenus (AGR, AVEC) ; Les femmes sont souvent marginalisées au sein des communautés rurales et leur implication dans les projets agroécologiques contribuent à leur émancipation.
- L'organisation d'ateliers sur la gouvernance et le rôle des femmes dans les instances dirigeantes des groupements de producteurs, et des groupes de femmes transformatrices de produits alimentaires.
- Les produits maraichers issus des jardins familiaux gérés par les femmes contribuent à améliorer la diversité alimentaire des ménages ; ces parcelles maraîchères sont conduites par des pratiques agro-écologiques. Par exemple, l'utilisation du compost dans les jardins maraichers a permis de réduire la fréquence d'irrigation des cultures.

En général, les femmes sont les premières à adopter des pratiques agro-écologiques malgré la charge de travail supplémentaire que cela leur induit.

9. Le projet a-t-il augmenté la charge de travail des femmes? Donnez des exemples

Pour certains (5 répondants), les activités mises en place augmentent la charge de travail pour les femmes, qui sont par ailleurs les premières à adopter des pratiques agro-écologiques. Par exemple, dans les premières années du projet, leur temps de travail en agroécologie est le double de celui qu'elle avait avant le projet de l'agriculture conventionnelle.

Par exemple, les activités demandeuses en temps de travail sont: temps supplémentaire pour la production des intrants (engrais organiques et biopesticides), parcours de longues distances pour aller chercher l'eau d'irrigation, la collecte et le transport des moellons pour la confection des cordons pierreux, etc. Dans la Tapoa par exemple, durant la saison sèche, les travaux de préparation de la campagne agricole sont à la charge des femmes: production du compost, collecte et transport des moellons.

En plus de cela, elles sont obligées de faire leurs travaux ménagers, de participer à des formations et à d'autres activités telles que les réunions communautaires, la participation aux champs-école paysans,

le temps passé à la sensibilisation d'autres femmes membres des groupements, etc. Par exemple, l'expérience du Cameroun montre que les femmes sont plus présentes aux séances d'animation CEP que les hommes.

Pour les autres (6 répondants), les projets n'augmentent pas spécifiquement le travail des femmes car celles-ci travaillent sur des petites surfaces, et que les activités pratiquées sont les mêmes que celles la période d'avant le projet, que cette charge de travail est compensée par une augmentation de revenus, et que la planification des activités tient compte du chronogramme de la femme qui s'organise elle-même pour fixer l'heure à laquelle elles s'attèlent aux activités.

10. Autres expériences à partager

Les participants ont aussi partagé les expériences suivantes :

Cameroun

- L'utilisation de l'engrais liquide (urine) A2PCA dans le cadre du RESILIAN : Développer un partenariat avec des ONG locales et les organisations des producteurs agricoles pour capitaliser les résultats,
- Identifier pour chaque mission, des axes de plaidoyer pour le niveau local et national,
- Former les agents techniques de l'Etat au niveau local sur l'identification des pratiques agro-écologiques phares à renforcer,
- Appuyer la mise en place des CEP pour les agents techniques de l'Etat

Cameroun

- Considérer l'aspect genre dès la rédaction du projet afin de mieux prendre en compte les besoins des femmes et des jeunes et de tenir compte du nombre de femme dans le groupe afin de mieux décider lors de la planification du projet.
- L'approche CEP étant assez appréciée par les participants, il faut renforcer cette approche et favoriser la formation des staffs dans ce sens.

Madagascar

La combinaison de maraîchage avec l'AVEC a permis d'améliorer les conditions de vie des femmes surtout dans l'épargne financer l'éducation de leurs enfants et les soins de santé.

RCA

Promouvoir les pratiques agroécologiques est une bonne initiative et plaît aux bailleurs bien entendu. Mais avant de mettre en place telle ou telle activité, il faut avoir une vision claire des itinéraires techniques existants des systèmes de culture pratiqués afin d'identifier les potentielles améliorations avec les producteurs pour améliorer leur rendement (d'où l'importance d'un diagnostic préalable et d'un suivi de long terme)

Burkina-Faso

La formation et la mise en place de certaines pratiques agricoles n'ont pas été faciles du fait de l'insécurité grandissante dans la localité. On était souvent contraint d'adopter d'autres stratégies pour assurer la diffusion des pratiques. Aussi, le temps d'exécution du projet était insuffisant pour le suivi de certaines pratiques (l'entretien des cordons pierreux, le respect de la gestion du compost).

2. EFFETS OBSERVES (PERTIENCE)

Ce volet de l'évaluation porte sur les effets observés, prenant en compte les changements dans les pratiques, dans les rendements, dans la charge de travail ainsi que les changements dans les rapports avec d'autres acteurs ou au sein de la communauté.

Les principales questions évaluatives sont les suivantes :

1. Quels sont les changements dans les pratiques agricoles à la suite du projet?
2. Quels sont les changements observés dans le rendement?
3. Quels sont les changements observés dans la charge de travail
4. Quels sont les changements observés dans le calendrier annuel des activités?
5. Des changements ont-ils été apportés à la cohésion sociale?
6. Quel changement dans la collaboration avec d'autres acteurs (services de vulgarisation, fournisseurs d'intrants, acheteurs de produits agricoles)?
7. Des changements ont-ils été apportés à l'accès à des ménages à des aliments nutritifs?
8. Comment les agriculteurs ciblés évaluent-ils la pertinence des pratiques agricoles promues?

Les participants à l'enquête sont des RDD SAME, des PM, des Adjoints PM. Au total, 12 personnes, émanant de 6 missions ont répondu à l'enquête (Bangladesh, Cameroun, RCA, Burkina-Faso, Pakistan, Sierra Leone). Les tableaux ci-dessous présentent un résumé consolidé des réponses.

Les principaux enseignements à retenir sont :

Quels sont les changements dans les pratiques agricoles à la suite du projet?

Des changements dans les pratiques de conservation des sols et de conduites des cultures sont observés : pratiques de conservation des sols (paillage, diguettes), de gestion de la fertilité des sols (compostage) et de protection des végétaux (utilisation de biopesticides), intégration de l'agriculture et de l'élevage. Ainsi, il est à noter une réduction de l'utilisation des pesticides et d'engrais chimiques, de même qu'il y a réduction de la pratique de l'agriculture sur brulis auprès des bénéficiaires concernés (Cameroun, SL)

Quels sont les changements observés dans le rendement?

On observe une amélioration des rendements et la productivité agricole suite à l'adoption de pratiques agro-écologiques et à la gestion post-récolte (dans un cas, il est mentionné une amélioration nette de 4 à 15 % de plus sur les parcelles ayant adopté des pratiques agroécologiques). En revanche, certains estiment qu'aucun changement n'est observé, soit parce que le projet est encore en cours, soit parce que cette augmentation de rendement n'a pas été évaluée dans le cadre du projet, soit parce qu'il est tout simplement d'estimer le rendement qui est dépendant de plusieurs facteurs au cours d'une campagne agricole (difficile d'assurer qu'une augmentation de rendement est dû à la mise en place de nouvelles techniques agricoles ou à un autre facteur).

Quels sont les changements observés dans la charge de travail

Autant dans l'évaluation du niveau d'adoption, la charge de travail avait été mentionnée comme une des contraintes à l'adoption de l'agroécologie, autant il est ici observé une réduction du temps et du coût du travail grâce à l'entraide entre membres d'un groupe et au recours au travail familial. Cette réduction s'expliquerait par la réduction du temps de travail consacré au défrichage ou à l'adoption de certaines pratiques agricoles. Les réponses sont parfois différentes selon qu'on demande à une femme ou à un homme (pas de changement dans la charge de travail pour les hommes, mais existence de

charge de travail pour les femmes). Néanmoins, il est ressorti que l'agroécologie fait gagner du temps sur certaines pratiques et fait augmenter le temps de travail sur d'autres (labour manuel, fabrication et épandage de compost). De fois, aucun changement n'a été observé dans la charge de travail

Quels sont les changements observés dans le calendrier annuel des activités?

Les changements observés à ce niveau sont surtout en lien avec les nouvelles activités que requiert l'agroécologie : collecte de matériaux de compostage, préparation du compost, préparation de la parcelle et épandage du compost, activités que les bénéficiaires ne faisaient pas ou faisaient très peu avant les projets ACF ; le changement dans le calendrier agricole est aussi induit par les activités de production maraîchère, souvent menées pendant la saison sèche (contre-saison). Dans certaines zones, avant les champs n'étaient pas exploités pendant la saison des pluies, alors qu'aujourd'hui, ils sont exploités toute l'année. D'aucuns observent qu'il n'y a aucun changement observé dans le calendrier agricole.

Quels sont les changements observés au niveau de la cohésion sociale?

On observe des changements positifs en termes de cohésion sociale au niveau des ménages ou de la communauté : Mise en commun des ressources (travaux communautaires, location de parcelles) ; Partage d'expériences (par exemple, l'implication des groupes Mother to Mother aux séances de sensibilisation nutritionnelle au sein de leurs communautés), prise de décision participative et collégiale (CEP). Néanmoins, il est aussi observé quelques conflits liés à l'exploitation des ressources.

Quels sont les changements observés dans la collaboration avec d'autres acteurs (services de vulgarisation, fournisseurs d'intrants, acheteurs de produits agricoles)?

Ici, il est observé la participation de plusieurs parties prenantes à la mise en œuvre du projet : Implication des services de l'État, des systèmes de conseil agricole et, dans certains cas, des acteurs de la recherche et des ONG locales ; ce qui crée une meilleure collaboration avec les services de vulgarisation agricole, ministère de l'agriculture et même le secteur privé ; s'il est observé qu'il y a une demande croissante des consommateurs pour les produits issus de l'agriculture, mais les marchés pour ces produits sont très mal structurés. Ce qui fait qu'on n'observe pas de collaboration producteurs-consommateurs.

Quels sont les changements observés dans l'accès des ménages à des aliments nutritifs?

Les répondants ont mis l'accent sur la diversification des cultures, l'autoconsommation d'aliments diversifiés par les ménages, génération de revenus par la vente des récoltes pour acheter d'autres denrées alimentaires. On note au global des changements positifs importants (les ménages cultivent plus de légumes, de fruits locaux, de protéines animales).

Comment les agriculteurs ciblés évaluent-ils la pertinence des pratiques agricoles promues?

La pertinence des pratiques est évaluée par l'augmentation des rendements par rapport aux années antérieures, ainsi que par les moyens utilisés pour obtenir ce rendement, ainsi que par l'amélioration de l'accès et de la disponibilité d'une grande variété de produits et d'aliments nutritifs

3. DURABILITE DES PRATIQUES AGROECOLOGIQUES ADOPTEES

Ce volet de l'évaluation porte sur la durabilité des nouvelles pratiques agroécologiques adoptées, prenant en compte les enjeux de l'adoption sur le long terme des pratiques agroécologiques par les bénéficiaires, les leviers pour l'adoption et l'implication ou non d'acteurs locaux dans l'accompagnement de l'agroécologie. Les principales questions évaluatives sont les suivantes :

- Les agriculteurs continuent-ils d'utiliser les pratiques de l'agroécologie?
- Perception du personnel d'ACF sur les changements et sur l'efficacité des projets?
- Les services de vulgarisation agricole sont-ils impliqués dans l'accompagnement de l'agro-écologie? Si oui, ont-ils les moyens de continuer à promouvoir ces pratiques dans les zones ciblées?
- Les pratiques agroécologiques ont-elles été abandonnées? Si oui, quelles sont les principales raisons de l'abandon?
- Y a-t-il une expansion/mise à l'échelle des pratiques agroécologiques après le projet?
- Les politiques et stratégies agricoles nationales sont-elles devenues plus favorables à l'agroécologie?

Les participants à l'enquête sont des RDD SAME, RDD DRM, PM, des Adjoints PM. Au total, 7 personnes, émanant de 4 missions ont répondu à l'enquête. Les missions répondantes sont : RCA, RDC, Bangladesh et Sierra Leone.

1. Les agriculteurs continuent-ils d'utiliser les pratiques de l'agroécologie?

Tous les 6 répondants affirment que les agriculteurs continuent à pratiquer les techniques de l'AE, en et notamment les agriculteurs qui ont été formés sur les pratiques écologiques. Ex: les bio pesticides, l'utilisation du compost (compostage), rotation des cultures, diversification des cultures, association des cultures (selon la compatibilité des espèces) et le paillage.

2. Quelle est la perception du personnel d'ACF sur les changements et sur l'efficacité des projets?

- Le changement n'est possible que pour les projets étalés sur une longue durée (3 à 5 ans) et non pour les programmes d'urgence, qui du fait de leur courte durée ne laissent pas le temps d'observer un quelconque impact sur le changement de comportement et l'adoption de pratiques agroécologiques
- Le personnel terrain est convaincu des atouts de l'agroécologie (rendement, rentabilité, durabilité environnementale) et des effets positifs que les agriculteurs peuvent tirer de l'utilisation des techniques de l'agroécologie
- Même si l'on observe des changements au niveau des CEP, on manque de visibilité au niveau des champs des agriculteurs
- En outre, le fait que dans certains pays, les services techniques de l'Etat ne prennent pas la suite des projets n'aide pas à l'appropriation sur le long terme par les communautés bénéficiaires. Ce qui amène la nécessité d'accompagner les services de vulgarisation à long terme dans le cadre des projets
- Aussi, certains collègues du terrain trouvent que peu d'agriculteurs pratiquent l'agro-écologie car ceux-ci considèrent les pratiques comme exigeantes en main d'oeuvre par rapport aux méthodes traditionnelles (culture sur brûlis)

3. Les services de vulgarisation agricole sont-ils impliqués dans l'accompagnement de l'agro-écologie? Si oui, ont-ils les moyens de continuer à promouvoir ces pratiques dans les zones ciblées?

Pour tous les 7 répondants, les services de vulgarisation sont impliqués dans les projets agroécologiques à travers des MoU signés. Malheureusement, faute des moyens, ils sont souvent incapables d'assurer la vulgarisation/formation après la fin du projet ou l'expiration du MoU; Cependant, le manque de suivi et de contrôle régulier reste un défi majeur en raison du manque de logistique et des ressources humaines dédiées.

Il a cependant été mentionné que la plupart des systèmes de vulgarisation locaux encouragent largement l'agriculture conventionnelle caractérisée par une forte injection d'intrants externes.

Pour le Bangladesh par exemple, les systèmes locaux de vulgarisation agricole essaient de promouvoir l'agroécologie, mais la politique gouvernementale qui doit relever un défi de taille (intensification de la production pour produire plus de nourriture à partir des ressources limitées) les encourage également à promouvoir l'agriculture industrielle; ce qui entraine le passage progressif d'une agriculture de subsistance à petite échelle à une agriculture commerciale basée sur des technologies modernes.

4. Les pratiques agroécologiques ont-elles été abandonnées? Si oui, quelles sont les principales raisons de l'abandon?

C'est à la fois oui (3 réponses) et non (4 réponses). Aussi cela dépend des pratiques agroécologiques et des contextes. Même si les communautés soutenues par les projets ACF continuent à pratiquer les techniques de l'agroécologie (engrais organiques, association des cultures), certains agriculteurs continuent de penser que l'utilisation d'intrants chimiques est la seule solution pour améliorer les récoltes. Aussi, dans le cas de la RDC par exemple, les communautés situées dans les zones forestières et des savanes ont tendance à repratiquer les pratiques de l'agriculture sur brulis.

C'est surtout le manque de suivi régulier et d'encadrement des agriculteurs qui, la plupart du temps, ramènent les agriculteurs à leurs méthodes traditionnelles. Les raisons culturelles et contextuelles caractérisées par des travaux difficiles de préparation du champ sont constitutives des raisons d'abandon. A cela s'ajoute l'absence de politiques gouvernementales favorables à la transition agroécologique.

5. Y a-t-il une expansion/mise à l'échelle des pratiques agroécologiques après le projet?

- Oui pour certaines pratiques. C'est le cas par exemple de l'utilisation des bio pesticides, la pratique de la diversification des cultures sont largement répandues.
- Oui pour les quelques groupes de producteurs formés et soutenus par ACF mais qui ne représentent qu'une fraction de la population agricole.
- Oui, mais la proportion de réplication et de mise à l'échelle n'est pas à la hauteur.
- Cela dépend de la disponibilité des fonds. Il y a un nombre très limité de bailleurs qui financent l'AE car la politique des bailleurs est très influencée par l'agenda politique

Il faut noter que certains des collègues (RCA, RDC, Sierra Leone) ayant répondu à cette question sont nouvellement arrivés à ACF et peuvent ne pas avoir assez de recul pour attester de la mise à l'échelle des acquis des projets agroécologiques.

6. Les politiques et stratégies agricoles nationales sont-elles devenues plus favorables à l'agroécologie?

- Les politiques nationales favorables à l'agro écologie existent (Bangladesh, RDC) mais la mise en oeuvre effective de ces politiques restent à vérifier

- Il n'y a pas de politiques récentes qui pourraient indiquer cela (RCA, RDC)
- Aussi, étant très peu vulgarisées par les services techniques de l'Etat qui manquent de moyens, peu d'acteurs sont au courant de ces politiques (Sierra Leone, RDC)
- Pas encore, l'agroécologie étant actuellement largement promue par ACF (Sierra Leone)



4. SATISFACTION GLOBALE DES ACTEURS

Ce volet de l'évaluation porte sur la **satisfaction globale des acteurs impliqués dans les projets**, en particulier sur la perception que ces acteurs ont sur les projets du point de vue de ses impacts. Les principales questions évaluatives sont les suivantes :

- Quelle est la perception de différents groupes d'agriculteurs (jeunes, femmes, hommes) sur les changements positifs apportés?
- Quelle est la perception des partenaires locaux sur les changements apportés et le rôle d'ACF dans ces changements?
- Quelle est la perception de l'équipe d'ACF sur ces changements et l'efficacité des projets

Les participants à l'enquête sont des RDD SAME, RDD DRM, PM. Au total, 7 personnes, émanant de 5 missions (Burkina-Faso, Madagascar, Pakistan, Sierra Leone, Bangladesh) ont répondu à l'enquête.

1. Quelle est la perception de différents groupes d'agriculteurs (jeunes, femmes, hommes) sur les changements positifs apportés?

Dans l'ensemble (Burkina-Faso, Madagascar, Pakistan, Sierra Leone, Bangladesh), les acteurs sont satisfaits des changements apportés par les projets agroécologiques d'ACF; les bénéficiaires des projets se disent satisfaits du résultat car ils observent une nette augmentation de rendement (Burkina-Faso, Madagascar, Pakistan).

Les agriculteurs sont très satisfaits surtout pour ceux qui ont adoptés les techniques préconisés, car ils ont une nette augmentation de rendement de production et la possibilité de faire 3 campagnes de maraîchages dans l'année (Madagascar)

En plus, la mise en œuvre des pratiques agroécologiques a été un bon apprentissage pour eux car cela a permis de renforcer leurs capacités dans le domaine de l'agroécologie (Pakistan). ACF au Pakistan joue un rôle important dans la transformation du système d'agriculture durable auprès des communautés rurales. Au départ, leur rendement par acre était assez faible et ils obtiennent maintenant une bonne production, grâce à l'adoption de méthodes agricoles améliorées, ce qui faisait défaut.

En SL, les petits agriculteurs n'utilisaient pas autant l'approche de l'agriculture conventionnelle en raison de l'agriculture traditionnelle qu'ils pratiquaient. Cependant, ils ont amélioré leurs pratiques traditionnelles grâce au soutien fourni par ACF sous forme de formation et d'intrants. Ainsi, les formations conduites sur l'agroécologie leur ont permis de renforcer leurs capacités dans le domaine.

La perception des agriculteurs de l'agroécologie est très positive et nous n'avons pas constaté de différences majeures entre la perception des jeunes, des femmes et des hommes agriculteurs

Ceux-ci ont hautement apprécié et reconnu la contribution de l'intervention du projet ACF qui les aide à mieux faire face aux enjeux qui les préoccupent (par exemple, CC, salinité, sécheresse, parasites, faible productivité, dépendance aux engrais chimiques et à d'autres intrants externes).

Les partenaires au BF estiment que ACF de par ses actions a contribué à la vulgarisation et à l'adoption des pratiques agroécologiques, surtout chez les femmes.

2. Quelle est la perception des partenaires locaux sur les changements apportés et le rôle d'ACF dans ces changements?

Perception positive des partenaires locaux sur la mise en avant de l'agroécologie par ACF : Pour les partenaires locaux, les pratiques agroécologiques permettent de réduire les dégâts causés à l'environnement (réduction de la biodiversité animale et végétale) et d'autonomiser les paysans. Les partenaires estiment que ACF de par ses actions a contribué à la vulgarisation et à l'adoption des pratiques agroécologiques, surtout chez les femmes (Burkina-Faso).

ACF est membre de plusieurs groupes humanitaires, et les partenaires locaux reconnaissent les changements positifs apportés les projets d'ACF (Sierra Leone, Pakistan).

Par exemple, en Sierra Leone, ACF a obtenu une reconnaissance en tant qu'ONG leader dans le pays dans la diffusion de l'agroécologie et de l'agriculture sensible à la nutrition. Ceci a été reconnu par les partenaires au développement et les autorités locales (en particulier le ministère de l'agriculture) qui ont accueilli et collaboré avec ACF dans le cadre de divers projets.

Pour les partenaires locaux, les pratiques agroécologiques permettent de réduire les dégâts causés à l'environnement (réduction de la biodiversité animale et végétale) et d'autonomiser les paysans. Les partenaires estiment que ACF de par ses actions a contribué à la vulgarisation et à l'adoption des pratiques agroécologiques, surtout chez les femmes (Burkina-Faso).

3. Quelle est la perception de l'équipe d'ACF sur ces changements et l'efficacité des projets ?

Burkina : Les équipes SAME sont enthousiastes d'avoir contribué à l'adoption des bonnes pratiques agroécologiques. Cependant, nous constatons que ces bonnes pratiques sont délaissées dès les projets qui ont contribué à leur promotion sont clôturés. Pour l'adoption des pratiques agroécologiques soient durables, il faudra travailler à organiser les producteurs de sorte à ce qu'ils aient accès à un marché sûr, juste et rémunérateur. Aussi, il faudra conduire des actions de plaidoyer pour le retrait des pesticides non homologués et prohibés sur les marchés.

Sierra Leone : L'équipe FSL est enthousiaste de l'approche agroécologique adoptée et très satisfaite des formations en agroécologie conduites en interne par ACF par le référent agriculture durable.

Bangladesh : Le personnel d'ACF qui a été directement impliqué dans cette intervention a trouvé le travail très efficace en terme de changements apportés ou à apporter dans les pratiques agricoles

Madagascar : L'équipe est convaincue que l'agroécologie est la solution ultime pour l'agriculture familiale souffrant déjà du changement climatique et de la dégradation des sols. Tous les projets SAME Madagascar intègrent actuellement et mettent en avant l'agroécologie dans leur approche.

Pakistan : La programmation est maintenant beaucoup plus alignée sur l'agriculture climatiquement intelligente et l'approche agroécologique.

5. RECOMMANDATIONS

Ce volet de l'évaluation porte sur les recommandations, en particulier sur les activités à mettre en œuvre pour atteindre un meilleur niveau d'adoption, pour une meilleure performance des projets ainsi que les accompagnements ou soutiens complémentaires à apporter aux missions.

Les principales questions évaluatives sont les suivantes :

1. Quelles activités/approches prioritaires pour un niveau d'adoption plus élevé?
2. Quelles sont les approches possibles pour accroître la pertinence?
3. Quel soutien supplémentaire faut-il apporter aux missions?

Les participants à l'enquête sont des RDD SAME, RDD DRM, PM. Au total, 9 personnes, émanant de 8 missions (Burkina-Faso, Sierra Leone, Madagascar, Pakistan, Bangladesh, Cameroun, Tchad, Myanmar) ont répondu à cette question évaluative.

1. Quelles activités/approches prioritaires pour un niveau d'adoption plus élevé?

Burkina-Faso

- Pour améliorer le niveau d'adoption des pratiques agro écologiques, il faut intensifier la sensibilisation de la population sur les vertus de l'agroécologie et créer des marchés dynamiques avec des prix concurrentiels pour l'échanges des produits agro écologiques.

Cameroun

- Faire vulgariser certaines pratiques agro-écologiques par l'implication systématique des ministères sectoriels et autorités communales (sensibilisations) ;
- Accompagner les sectoriels à mettre en place des normes de productions et le contrôle des intrants agricoles et leur utilisation sur le territoire.
- Développer des stratégies sur la base de l'étude détaillée du système agraire et son évolution et l'adapter selon les contextes.

Sierra Leone (ancien et actuel RDD)

- Pour le personnel: avoir des formations de type formation des formateurs (comme celle conduite en Sierra Leone), cela améliorerait vraiment leur confiance, leur intérêt et leur engagement envers l'approche et la philosophie de l'agroécologie. Je pense qu'il serait bon aussi d'élaborer un manuel d'agro-écologie avec quelques pratiques, cela aidera beaucoup le personnel ou alors valoriser le manuel du GRET



- Pour les bénéficiaires: Au Myanmar, j'ai remarqué que les parcelles de démonstration ont eu un impact énorme sur le niveau d'adoption de la technique du SRI (System of Rice Intensification). Les agriculteurs ne pensaient pas au départ que le SRI pouvait être rentable, mais après les résultats des parcelles de démonstration, ils ont changé d'idée et ont voulu utiliser le SRI.
- Produire des preuves de l'efficacité de l'approche agroécologique dans les petites exploitations agricoles
- Mener des études pour comprendre les principaux déterminants de l'adoption des principes agro-écologiques par les petits exploitants agricoles.

Tchad

- Champs Ecole Paysan, Sensibilisation/formation des leaders locaux, services technique,
- Utilisation des radios communautaires, Journées porte ouverte via des groupements champion/modèle, foires agro écologiques, Parcelle individuelle de démonstration, Sites expérimentaux avec forte interaction entre les services de recherche et les paysans,

Bangladesh

- Recherche participative avec une forte implication des membres de la communauté, avec de la place pour tenir compte de leur opinion et de leurs réactions.

Myanmar

- Promouvoir au niveau communautaire des approches guidées par les agriculteurs, incluant la sélection de producteurs leaders pour aider à la diffusion des technologies agroécologiques.

- Implication des acteurs publics et privés concernés à tous les programmes qui impliquent la diffusion des pratiques agroécologiques.
- Les champs école-paysans, les essais/sites de démonstration sont essentiels pour un apprentissage pratique et une adoption plus rapide

Madagascar

- Les approches prioritaires pour la SAME Madagascar pour améliorer le niveau d'adoption : Champ école paysan/ferme école paysan, démonstration culinaire, et CARE group pour diffuser les nouvelles pratiques (techniques, diversification alimentaire, hygiène alimentaire...).

Pakistan

- Il est absolument nécessaire de mettre au point des ensembles technologiques intégrés d'agroécologie et des pratiques de production et de gestion des cultures respectueuses de l'environnement afin d'améliorer les conditions des petits producteurs agricoles, en particulier en lien avec le changement climatique et des situations d'urgence consécutives (sécheresse prolongée, inondations, invasion de criquets, COVID 19, etc.)

2. Quelles sont les approches possibles pour accroître la pertinence?

Burkina-Faso

- Pour accroître la pertinence des projets, il faut que le diagnostic des besoins des bénéficiaires soit participatif et les moyens de réponses à ces besoins soient endogènes.

Cameroun

- Faire des études préalables sur les problématiques en lien avec les productions, faire un travail de fonds sur l'aspect organisationnel/structuration selon les filières ;
- Repenser l'agriculture en l'adaptant aux modes de fonctionnement des communautés, allier agriculture traditionnelle et agriculture semi-moderne.

Sierra Leone (ancien et actuel RDD)

- L'analyse du contexte avec des approches participatives sera probablement le meilleur moyen d'accroître la pertinence, l'appropriation et la durabilité de nos interventions agro-écologiques.
- Mieux évaluer l'impact de nos projets agro-écologiques ; et mieux enregistrer, analyser, apprendre, capitaliser et diffuser ces impacts. Le travail en cours de réalisation sur le suivi des projets agro-écologiques est très important pour cela.
- Procéder à une évaluation approfondie des besoins afin d'éclairer la conception et la mise en œuvre du projet
- Accroître les possibilités de formation pour les petits exploitants agricoles au niveau communautaire

Tchad

- Champs Ecole Paysan, Sites expérimentaux en lien avec la recherche, voyage d'études/échange d'expérience, ateliers de capitalisation, documentation des évidences
- Plaidoyer en faveur de l'agroécologie dans les politiques agricoles nationales

Bangladesh

- Projet conçu sur la base des besoins identifiés par la population locale grâce à une évaluation approfondie des besoins impliquant la population locale

Myanmar

- Les projets doivent être participatifs et rassembler tous les secteurs pendant la conception, la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation, etc.
- Tenir compte des questions de genre, accroître la participation des femmes et leur autonomisation. Cela doit être fait dès les premières étapes de la conception du projet

Madagascar

- Un diagnostic au préalable est nécessaire, même si on a un projet bien ficelé. Ceci afin de bien appréhender les réalités sur terrain et également de pouvoir rectifier les interventions de façon à bien répondre aux besoins réels des bénéficiaires

Pakistan

- L'autonomisation et le soutien des groupes vulnérables tels que les métayers, les sans-terre et les communautés marginalisées des zones très fragiles sont extrêmement importants pour améliorer les possibilités de revenus agricoles et non agricoles.
- Il faut promouvoir l'agriculture intégrée pour la diversité alimentaire en parrainant la diversification agricole axée sur la chaîne de valeur (développement laitier, légumineuses, oléagineux, horticulture, pêche et aquaculture, plantes médicinales, apiculture, produits alimentaires locaux, production de semences, volaille rurale et pépinières d'élevage).
- Les marchés, avec leur mécanisme formel et informel de passation de contrats, maintiennent les termes de l'échange à l'encontre des agriculteurs pauvres et parviennent à récolter eux-mêmes des gains importants en adoptant des pratiques manipulatrices. Le gouvernement a pour rôle de corriger les distorsions du marché et de veiller à ce que les denrées alimentaires soient livrées aux consommateurs dans le respect des normes d'hygiène internationales, avec un minimum d'adultération, de pertes et de gaspillage.

3. Quel soutien supplémentaire faut-il apporter aux missions?

Burkina-Faso

- La mission du Burkina Faso a besoin d'un appui pour l'évaluation d'impacts agronomique, environnemental, socio-économique et nutritionnel des projets agro écologiques.

Cameroun

- Appuyer les politiques nationales /délégation de l'agriculture à actualiser et/ou mettre en place des calendriers agricoles/saisonniers adaptés au changement climatique

Sierra Leone (ancien et actuel RDD)

- En SL, nous avons un expert en plaidoyer (+ un expert du WARO) qui soutenaient le département FSL (y compris sur l'agroécologie), et nous avons obtenu de grands résultats grâce à leur soutien et leur collaboration (Malheureusement, j'ai constaté que dans les missions comme Myanmar et Jordanie, il n'y a pas de personnel dédié au plaidoyer; ce qui limite les résultats que nous pouvons obtenir dans le domaine de l'agroécologie).
- En Jordanie, les ONG se sont concentrées sur la crise syrienne et l'aide d'urgence, avec très peu d'interventions dans le domaine de l'agriculture. Il serait bon d'être informé

périodiquement des possibilités de financement liées à l'agro-écologie et de faire une évaluation des donateurs (en vérifiant également les stratégies des donateurs) pour voir lesquels incluent et donnent la priorité à l'agro-écologie, mais je dirais aussi à l'environnement et au changement climatique.

- Offrir des possibilités de formation intensive au personnel de la mission
- Renforcer les connaissances et les compétences du personnel grâce à des formations de recyclage périodiques
- Fournir un financement pour le pilotage de projets d'agroécologie

Tchad

- Renforcement des capacités techniques des staffs et leurs partenaires (ONG, Services techniques, communautés),
- Soutien à la capitalisation/documentation des évidences et amélioration de la qualité des plaidoyers en faveur de l'agro écologie,
- Financement (plus de fonds propres) des micro-projets sur les pratiques agro écologiques

Bangladesh

- Nous avons actuellement de nombreuses idées innovantes, nous avons besoin de ressources pour les mettre en œuvre et les développer.

Myanmar

- Etablir des liens avec les institutions universitaires pour les travaux de recherche
- Disposer d'une expertise administrative, par exemple technique, et de structures adéquates en SAME.

Madagascar

- Renforcement des capacités des Responsables programmes sur des thématiques plus pointues (changement climatique, conservation/stockage/transformation alimentaire).

Pakistan

- Développement des capacités pour l'intégration des approches agro-écologiques dans les projets de sécurité alimentaire, de moyens de subsistance et d'agriculture en cours au Pakistan.
- Investir dans une campagne de plaidoyer et d'influence sur l'agroécologie pour le Pakistan afin de garantir que le gouvernement se concentre sur l'agroécologie au niveau de la politique et de la mise en œuvre.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Les résultats de l'évaluation indiquent un niveau très satisfaisant d'adoption des pratiques agroécologiques. Aussi, est-il satisfaisant de noter que ce sont les projets ACF qui ont permis cette adoption, d'où un rôle accru pour ACF d'accompagner sur le long terme la transition agroécologique dans ses zones d'intervention. Cet accompagnement doit s'envisager à plusieurs niveaux :

- Renforcement de capacités des collègues et des partenaires sur les pratiques agroécologiques (formations, CEP, etc)
- Accompagnement aux changements de comportements (afin que les producteurs ayant adopté l'agroécologie « ne décroche pas »)
- Aide à la réduction de la charge de travail qu'engendre l'adoption des pratiques agroécologiques (contraintes principales à l'adoption)
- Soutien pour l'acquisition d'intrants biologiques
- Plaidoyer au niveau national en faveur de l'agroécologie (d'où des consultations et des dialogues avec les autorités politiques en charge de l'agriculture)

Le fait que certaines pratiques AE soient adoptées que par le fait qu'ils soient initiés par ACF pose la question de leur durabilité (l'adoption relevant plus d'un certain opportunisme de la part des bénéficiaires que de leur adhésion complète à l'AE) ;

Les résultats de l'évaluation indiquent que des changements se produisent à différents niveaux : adoption de nouvelles pratiques, meilleur rendement, plus de diversité alimentaire, plus de cohésion sociale, dans certains cas moins de charge de travail, meilleure collaboration avec les différentes parties prenantes, pertinence au global des pratiques d'AE promues, etc.

On observe des changements dans les pratiques de conservation des sols (diguettes, zai, etc.), de gestion de la fertilité des sols (compostage) et de protection des végétaux (utilisation de biopesticides), de conduite des cultures (semis en ligne par exemple).

Ces changements sont facilités par l'approche CEP qu'organise ACF, approche qui facilite à la fois les activités d'apprentissage commun et rapproche les différentes communautés en renforçant la cohésion sociale.

Si les projets montrent effectivement des résultats pendant les phases de mise en œuvre du projet, les phases d'adoption et de mise à l'échelle ne sont généralement pas pris en compte; ce qui soulève la question de la durabilité des effets positifs observés (le suivi de la durabilité devant faire partie de la conception du projet). En effet, les projets étant à l'origine conçus dans le cadre d'une réponse d'urgence, peu de place est accordée au suivi et l'évaluation pour attester de l'adoption de l'agroécologie sur le long terme.

Les résultats que procure l'agroécologie pouvant prendre un certain nombre d'années à se manifester, un risque demeure au cours de cette transition que de nombreux agriculteurs reviennent à leur système agricole initial, une fois le projet ACF finalisé. Les raisons de ce retour en arrière peuvent être économiques, du fait de coûts supplémentaires engendrés par la mise en place du nouvelles pratiques agroécologiques, sociaux, comme par exemple, en termes de temps et/ou d'organisation du travail supplémentaire nécessaire pour l'adoption des nouvelles pratiques.

Les projets sont mis en oeuvre en partenariat avec des acteurs locaux dont les agents de vulgarisation agricole dans certains pays. Même si les agents de vulgarisation agricoles et les services de l'état sont impliqués dans l'accompagnement de la transition agroécologique, les services de vulgarisation sont principalement fournis par des ONG avec un calendrier de projet court qui ne permet pas de faire un

suivi après le soutien pendant plus de trois ans. La durabilité des pratiques adoptées étant fortement dépendantes de l'accompagnement et du suivi par les services de vulgarisation agricoles, la question de l'accompagnement de ces services dans le cadre des projets ACF demeure crucial.

En plus des recommandations proposées par les répondants (Voir Section 5. Recommandations), les recommandations générales suivantes sont proposées :

- Continuer le renforcement de capacités des équipes et des partenaires en agroécologie, en particulier à travers des formations de type formation des formateurs afin d'améliorer leur confiance, leur intérêt et leur engagement envers l'approche et la philosophie de l'agroécologie.
- Renforcer la collaboration avec les services de vulgarisation agricole et œuvrer au renforcement de leurs capacités tant sur le plan technique qu'institutionnel (par le biais de partenariats multipartites impliquant ACF, les services étatiques agricoles et d'autres partenaires). La durabilité des pratiques AE adoptées étant fortement dépendantes de l'accompagnement et du suivi par les services de vulgarisation agricoles, la question de l'accompagnement de ces services dans le cadre des projets ACF demeure crucial
- La tentation étant forte de revenir à des pratiques non durables à la fin des projets, il est nécessaire d'adosser aux formations techniques et CEP, des formations et des messages de sensibilisation sur le changement de comportement en faveur de l'adoption des pratiques agroécologiques ;

TERMES DE REFERENCES

Evaluation interne des projets agroécologie d'ACF

1. INTRODUCTION

Ces dernières années, ACF a élaboré une stratégie sur l'agriculture durable et un document de position sur l'agroécologie. Le document de position présente les motifs pour lesquels ACF soutient la promotion de l'agroécologie, comme indiqué dans le document de stratégie pour les interventions agricoles.

La stratégie a été mise en œuvre à travers des formations et à travers plusieurs projets dans un certain nombre de pays. Le secteur Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence (SAME) prépare actuellement son prochain plan quinquennal. Dans cette perspective, il est nécessaire de réfléchir sur la performance des projets d'agroécologie (sur la base des critères OECD/DAC) et de tirer les leçons de ces initiatives. D'où la nécessité de mener cette évaluation interne.

Initialement, les termes de référence ont été développés pour mener une méta-évaluation externe des projets agroécologiques d'ACF en utilisant un ensemble d'outils et de méthodologies convenus avec les consultants externes : cartographie de projet, revue de documents, visite terrain, réunion avec les personnels, acteurs et partenaires du projet.

La crise actuelle du Covid-19 et ses restrictions de mouvement exige un changement conceptuel et une adaptation des TDR initiaux. Cette situation a un impact important sur les méthodes et outils utilisés pour l'évaluation. La réalisation du travail d'évaluation dans le contexte du Covid-19 pose un certain nombre de défis, particulièrement du point de vue méthodologique :

- Limites de la collecte de données en raison du changement des priorités institutionnelles (toutes les ressources humaines et le temps sont détournés pour répondre aux besoins liés à la crise du Covid-19, mettant ainsi toutes les autres activités en attente)
- Accès restreint aux principaux intervenants pour les entrevues physiques et les ateliers d'évaluation (du fait de la limitation des déplacements)
- Incapacité de recueillir des données sur place, en particulier dans les régions rurales où la plupart des projets agricoles sont mis en œuvre

En raison des difficultés susmentionnées, il faudra adapter à la crise du Covid-19 l'objectif, le calendrier et les méthodes de collecte des données de l'évaluation. Les TDR initiaux ont ensuite été révisés pour prendre en compte des échanges à distance, revue des documents, et collecte des données à distance.

Les enseignements tirés de l'évaluation interne serviront de base à la conception de futur projets agroécologiques dans le cadre du plan d'action AAH FSL 2021-2025. L'objectif de l'évaluation interne est de documenter la diversité des approches/solutions et leurs impact (effets, résultats), de documenter les principales leçons tirées de la mise en œuvre du projet et de produire un ensemble de recommandations, tant opérationnelles que stratégiques. En outre, l'évaluation examinera si la transition et les enjeux en agroécologie ont été effectivement intégrées dans la conception et la mise en œuvre du projet.

Les objectifs spécifiques de l'évaluation interne sont les suivants :

- Évaluer les réalisations globales du projet aux niveaux des extrants et des résultats
- Évaluer les facteurs favorisant et/ou les obstacles à l'agroécologie
- Documenter les résultats ou les répercussions imprévus (tant positifs que négatifs) du projet sur la population cible et/ou l'environnement.
- Évaluer la durabilité des activités des projets mis en œuvre
- Documenter la mesure dans laquelle les approches de mise en œuvre du projet sont conformes aux approches d'ACF sur le Genre (en particulier en ce qui concerne l'autonomisation des femmes)
- Documenter les leçons apprises et les bonnes pratiques pour l'apprentissage institutionnel et des acteurs clés, la réplication et l'élaboration de stratégie.

3. MÉTHODOLOGIE

- L'évaluation interne sera menée à distance et effectuée par le Référent agriculture durable, avec la contribution des RDD SAME, des Chargés de Projet (PM), et des techniciens agricoles des missions sélectionnées, ainsi que des Responsables Techniques Opérationnelles (RTOs) du siège.
- L'évaluation fera le point sur des projets représentatifs d'agriculture durable et d'agroécologie dans des pays sélectionnés avec de bonnes preuves

L'évaluation portera sur toutes les missions qui mettent en œuvre/ont mis en œuvre des projets représentatifs en agroécologie. La priorité sera accordée aux projets d'une durée relativement longue (au moins 2 ans).

3.1 Collecte de données

Comme les visites sur le terrain ne sont pas possibles et qu'une équipe d'évaluation locale ne sera pas disponible pour effectuer la collecte de données en personne, l'évaluation se basera sur un examen des documents projet et sur la collecte de données à distance.

3.1.1 Examen des documents projets

L'examen des documents de projet sera fondé sur l'examen des documents produits dans le cadre du projet (proposition de projet, rapports d'étape, rapport d'évaluation, documents de capitalisation, etc.) reçus des missions. L'examen des documents servira à peaufiner les questions d'évaluation utilisées pour la collecte des données.

3.1.2 Moyens de collecte de données à distance

Afin de couvrir un large éventail d'informations et de données, différents modes de collecte de données seront utilisés : Questionnaires en ligne, interviews et webinaires.

Comme il n'est pas possible de recueillir toutes les données quantitatives et qualitatives à distance, la collecte des données se limitera aux données essentielles, répondant aux principales questions d'évaluation (voir le point

Le processus d'évaluation comprend les étapes suivantes:

1. Une série de cinq questionnaires en ligne à l'intention de toutes les missions ayant des projets d'agroécologie représentatifs; les sondages en ligne couvriront séparément les 5 thématiques de questions évaluatives, comme indiqué plus bas.
2. Une série de cinq webinaires pour discuter des conclusions de chacun des sondages en ligne; le calendrier provisoire des webinaires est le tableau 1.
3. Entrevues avec des informateurs clés (DSE FLS, GP, techniciens sur le terrain)

3.2 QUESTIONS EVALUATIVES

L'évaluation se basera sur les questions évaluatives suivantes: .

1. Niveau d'adoption des pratiques agroécologiques (efficacité)

- a. Quelles pratiques agroécologiques sont particulièrement adaptées au contexte local?
- b. Les agriculteurs acceptent-ils et utilisent-ils les pratiques agroécologiques?
- c. Les agriculteurs utilisent-ils toujours les pratiques et les produits de l'agriculture conventionnelle?
- d. Quels sont les obstacles à l'adoption des pratiques agroécologiques par les bénéficiaires?
- e. Quelles pratiques ont été adoptées?
- f. Qu'est-ce qui a facilité l'adoption?
- g. Quelles sont les contraintes pour une mise en œuvre efficace et une expansion?
- h. Le projet répond-il aux besoins des femmes?
- i. Le projet augmente-t-il la charge de travail des femmes?

2. Effets observés (pertinence)

- a. Des changements ont-ils été apportés aux pratiques agricoles à la suite du projet?
- b. Tout changement dans le rendement?
- c. Tout changement à la charge de travail
- d. Tout changement au calendrier annuel des activités
- e. Des changements ont-ils été apportés à la cohésion sociale au niveau des ménages et des collectivités?
- f. Tout changement dans la collaboration avec d'autres acteurs (fournisseurs d'intrants, acheteurs de produits agricoles)
- g. Des changements ont-ils été apportés à l'accès à des ménages à des aliments nutritifs?
- h. Comment les agriculteurs ciblés évaluent-ils la pertinence des pratiques agricoles promues?

3. Durabilité des nouvelles pratiques agroécologiques adoptées

- a. Les agriculteurs utilisent-ils les techniques d'agroécologie?
- b. Perception du personnel d'ACF sur les changements et sur l'efficacité des projets?
- c. Les services de vulgarisation agricole sont-ils impliqués dans l'accompagnement de l'agro-écologie?
- d. Ont-ils les moyens de continuer à promouvoir ces pratiques dans les zones ciblées?
- e. Les pratiques agroécologiques ont-elles été abandonnées? Si oui, quelles sont les principales raisons de l'abandon?

- f. Y a-t-il une expansion des pratiques agroécologiques après le projet?
- g. Les politiques et stratégies agricoles nationales sont-elles devenues plus favorables à l'agroécologie?
- h. Des pratiques agroécologiques ont-elles été abandonnées ?

4. Satisfaction globale des acteurs et intervenants (répercussions)

- a. Perception de différents groupes d'agriculteurs (jeunes, femmes, hommes, etc.) au sujet des changements et des enjeux positifs;
- b. Perception des partenaires (autorités locales, GNL, OSC) au sujet des changements et des contributions de l'ACF à ces changements?
- c. Perception du personnel d'ACF au sujet des changements et de l'efficacité de leurs travaux?

5. Recommandations

- a. Quelles activités/approches prioritaires pour un niveau d'adoption plus élevé?
- b. Quelles sont les approches possibles pour accroître la pertinence?
- c. Quel soutien supplémentaire faut-il apporter aux missions?

DELIVERABLES ATTENDUS

- Un rapport d'évaluation contenant les conclusions et les recommandations fondées sur des données probantes.
- Un rapport d'évaluation final, les annexes du rapport doivent inclure les TDR de l'évaluation, la liste des personnes interviewés pour l'évaluation.
- Un webinaire pour présenter le rapport final d'évaluation

Planification des consultations sur l'évaluation de l'agroécologie (Juillet et Novembre 2020)

Les heures de chaque consultation seront indiquées aux participants dans la semaine précédant la consultation.

Les dates sont susceptibles d'être modifiées

Sessions	Thématiques	Dates	Questions évaluatives
1	Niveau d'adoption des pratiques agroécologiques (efficacité)	22 Juillet 15-16h <u>Heure de Paris</u>	- Quelles pratiques agroécologiques sont particulièrement adaptées au contexte local? - Les agriculteurs acceptent-ils et utilisent-ils les pratiques agroécologiques? - Les agriculteurs utilisent-ils toujours les pratiques et les produits de l'agriculture conventionnelle? - Quels sont les obstacles à l'adoption des pratiques agroécologiques par les bénéficiaires? - Quelles pratiques ont été adoptées? - Qu'est-ce qui a facilité l'adoption? - Quelles sont les contraintes pour une mise en œuvre efficace et une expansion? - Le projet répond-il aux besoins des femmes? - Le projet augmente-t-il la charge de travail des femmes?
2	Effets observés (pertinence)	2 Septembre 15-16h <u>Heure de Paris</u>	- Des changements ont-ils été apportés aux pratiques agricoles à la suite du projet? - Tout changement dans le rendement? - Tout changement à la charge de travail - Tout changement au calendrier annuel des activités - Des changements ont-ils été apportés à la cohésion sociale au niveau des ménages et des collectivités? - Tout changement dans la collaboration avec d'autres acteurs (fournisseurs d'intrants, acheteurs de produits agricoles) - Des changements ont-ils été apportés à l'accès à des ménages à des aliments nutritifs? - Comment les agriculteurs ciblés évaluent-ils la pertinence des pratiques agricoles promues?
3	Durabilité des nouvelles pratiques agroécologiques adoptées	30 Septembre 15-16h <u>Heure de Paris</u>	- Les agriculteurs utilisent-ils les pratiques de l'agroécologie? - Perception du personnel d'ACF sur les changements et sur l'efficacité des projets?

			- Les services de vulgarisation agricole sont-ils impliqués dans l'accompagnement de l'agro-écologie? - Ont-ils les moyens de continuer à promouvoir ces pratiques dans les zones ciblées? - Les pratiques agroécologiques ont-elles été abandonnées? Si oui, quelles sont les principales raisons de l'abandon? - Y a-t-il une expansion des pratiques agroécologiques après le projet? - Les politiques et stratégies agricoles nationales sont-elles devenues plus favorables à l'agroécologie? - Des pratiques agroécologiques ont-elles été abandonnées ?
4	Satisfaction globale des acteurs et intervenants (répercussions)	28 Octobre 15-16h <u>Heure de Paris</u>	- Perception de différents groupes d'agriculteurs (jeunes, femmes, hommes, etc.) au sujet des changements et des enjeux positifs; - Perception des partenaires (autorités locales, GNL, OSC) au sujet des changements et des contributions de l'ACF à ces changements? - Perception du personnel d'ACF au sujet des changements et de l'efficacité de leurs travaux? - Perceptions des participants quant aux avantages du projet - Perception du projet par les services locaux de vulgarisation agricole?
5	Recommandations	18 Novembre 15-16h <u>Heure de Paris</u>	- Quelles activités/approches prioritaires pour un niveau d'adoption plus élevé? - Quelles sont les approches possibles pour accroître la pertinence? - Quel soutien supplémentaire faut-il apporter aux missions?